



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 27/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES**

431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet  
30600 Vauvert

Références : 2023-11-718  
Code AIOT : 0006605262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES implanté 431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est réalisée afin de vérifier la mise en conformité des installations suite aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2022-009-DREAL du 23 février 2022 (arrêté initial portant sur plusieurs non-conformités constatées et n°2023-013-DREAL du 29 mars 2023 (portant uniquement sur la prescription relative au désenfumage et prolongeant le délai de mise en conformité compte tenu des travaux à réaliser).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES
- 431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet 30600 Vauvert

- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UFAB exploite une installation de stockage/vieillessement et commercialisation d'eaux de vie et de brandy sur son site industriel situé sur la commune de Vauvert, au sein de la zone industrielle.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert. Le site a depuis été scindé en deux parties : un site industriel comprenant la distillerie vinicole exploité par la société Union des Distilleries de Méditerranée (UDM) et un site industriel pour la partie vieillissement des alcools exploité par la société UFAB.

Les installations exploitées par la société UFAB sur son site de Vauvert sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 complété. Le site est soumis à autorisation ICPE, sous le statut seveso seuil bas.

L'exploitation d'un nouveau chai (chai n°5) a donné lieu à un nouvel arrêté préfectoral complémentaire n°20-144-DREAL du 22 juillet 2020 fixant les prescriptions techniques applicables à ce nouveau bâtiment.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-009-DREAL du 23 février 2022 et n°2023-013-DREAL du 29 mars 2023,
- Etat des stocks
- Foudre
- Défense incendie
- POI

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 1.4	Sans objet
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.7.4	Sans objet
3	Prévention des effets dominos	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.7.5	Sans objet
4	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.10.4	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.9.8	Sans objet
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.10.8	Sans objet
7	Surveillance et détection des zones de danger	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.6.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait procéder aux travaux prévus pour la mise en conformité de son système de désenfumage du chai n°5. Il s'est donc conformé aux dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure. Les autres vérifications réalisées (état des stocks, foudre, défense incendie et POI) n'ont pas fait ressortir de nouvelles non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4755-1 : Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra neutre rectifié, extraits et arôme) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 de liquides inflammables. Quantité susceptible d'être présente : 21 861 m3 (soit 12 345 t). dont 630 m3 dans le chai n°5
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks des quantités de liquides inflammables présentes sur son site. Cet état des stocks montre que les capacités maximales de stockage autorisées sont respectées pour l'ensemble du site (12 145 m3 stockés) et plus particulièrement pour le chai n°5 (633 m3). A noter que l'exploitant prévoit de porter à la connaissance de monsieur le préfet une demande d'extension du chai n°5 sur un étage afin de doubler les capacités de stockage de ce chai. Les documents techniques accompagnant cette demande sont en cours de préparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chai n°5 est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou auto commande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.»
<b>Constats :</b> La société UFAB a été mise en demeure, par arrêté préfectoral n°2022-009-DREAL, dont le délai de mise en conformité a été prolongé par l'arrêté préfectoral n°2023-013-DREAL, de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 7.7.4 "Désenfumage" de l'arrêté préfectoral n°20-144-DREAL portant prescriptions complémentaires pour la société UFAB pour la création d'un nouveau chai (chai n°5). En effet, il avait été constaté lors des deux précédentes inspections menées sur le site les 15 décembre 2021 et 13 décembre 2022 que le système de ventilation mis en oeuvre dans le chai n°5 ne répondait pas à la prescription de l'article précité. Après avoir fait réaliser une étude technique et après échange avec le SDIS, la société UFAB a retenu la solution technique suivante, pour la mise en conformité de son système de désenfumage: - une amenée d'air naturelle via un exutoire existant et une extraction mécanique des fumées via une gaine munie de bouche d'aspiration et un ventilateur à l'extérieur du bâtiment ; Lors de la présente visite, il a pu être constaté l'installation de ce système avec une extraction mécanique des fumées via deux gaines réparties dans les deux côtés du bâtiment et une ventilation à l'extérieur du bâtiment et deux amenées d'air naturel via deux exutoires existant en bas de bâtiment. Cette installation a été réalisée par la société BETIS, sur la base de la norme IT 246. La société atteste, par certificat du 26 septembre 2023 avoir installé et essayé le système de désenfumage. Un débit

<p>d'extraction de 72 755 m<sup>3</sup>/h est mesuré au débouché, correspondant bien à 12 fois le volume d'air du bâtiment. Ce système est également bien relié électriquement à un réseau indépendant du reste des installations, permettant de conserver son alimentation en cas de coupure du disjoncteur général du site. Les commandes d'actionnement de ce système de désenfumage sont situées en façade du chai n°5.</p> <p>L'exploitant s'est donc mis en conformité avec les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-009-DREAL.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prévention des effets dominos

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effets dominos</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Pour limiter le risque d'effet domino en cas d'incendie de l'un ou l'autre des dépôts d'alcools des sociétés UFAB et UDM :- un rideau d'eau est mis en place entre le stockage tampon de la distillerie (UDM) et le stockage d'alcools SICA. Le rideau d'eau d'une longueur de 30m, est adossé au mur du stock tampon, son débit en eau de refroidissement n'est pas inférieur à 30m<sup>3</sup>/h.- Les bacs de stockage du parc SICA sont équipés de couronnes d'arrosage permettant le refroidissement de la robe des bacs en cas d'incendie du stock tampon. Le débit en eau de refroidissement des couronnes n'est pas inférieur à 15l/mn/m de circonférence du réservoir.- Un merlon d'une hauteur minimale de 2,20 mètres est constitué au nord du chai n°5 afin de limiter les effets thermiques d'un incendie sur les installations exploitées par la société UDM.</p>
<p><b>Constats :</b>          Lors de la présente visite, il a bien été constaté la présence d'un merlon d'une hauteur de 2.20 mètres au nord du chai n°5. De plus, l'inspection a demandé à mettre en œuvre le rideau d'eau de 30 mètres adossé au stock tampon d'UDM. La mise en œuvre de ce rideau d'eau a été réalisée sans dysfonctionnement, l'inspection ne relève pas d'anomalie particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Ressources en eau et mousse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 7.10.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Les groupes électro-pompes (2x90 m<sup>3</sup>/h) sont secourus par un groupe motopompe disposant d'un débit horaire de 360 m<sup>3</sup>/h. Chaque groupe peut fonctionner indépendamment ou simultanément.</p>
<p><b>Constats :</b>          Lors de la présente visite, il a pu être constaté sur le motopompe permettant un débit de 360 m<sup>3</sup>/h est installé à proximité du local motopompe. Cependant, cet équipement n'est pas fonctionnel car son alimentation électrique nécessite une adaptation du réseau. L'exploitant s'est également doté d'un nouvel équipement permettant un mélange eau/émulseur optimal avant distribution dans les différents réseaux de défense incendie du site. Le raccordement de cet équipement "FireDos" nécessite de rendre indisponible la défense incendie du site pendant environ 48 heures (travaux de chaudronnerie).</p>

<p>L'exploitant prévoit la finalisation de ces travaux sous 2 mois maximum. Les dates d'intervention engendrant l'indisponibilité du système incendie seront décidées en accord avec le SDIS et l'inspection en sera informée.</p> <p>A noter que l'ajout de ces équipements intervient dans une volonté d'amélioration du système de défense incendie du site. Ce dernier permettant toutefois actuellement une défense incendie adaptée en cas d'incident dans le chai n°5.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.9.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dépôts d'alcool et les chais de vieillissement, ainsi que leurs installations annexes sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>
<p><b>Constats :</b>  Suite à la modification du site avec l'ajout du chai n°5, l'exploitant a fait procéder à une actualisation de son analyse du risque foudre le 07 décembre 2020 - rapport n°432ARFV1F201230 - société AFCAM. Cette analyse conclut à un risque de foudroiement direct des bâtiments zone neutre et chai n°5 et à un risque de forte surtension sur le réseau alimentation principal énergie et lignes extérieures de ces mêmes zones. L'exploitant a donc missionné le bureau d'étude AFCAM pour procéder à une actualisation de l'étude technique foudre. Cette étude permet d'identifier les équipements et travaux à réaliser au regard du nouveau chai n°5 mais également de meilleures protections des autres bâtiments. Les travaux ont été réalisés par la société Bodet Campanaire (rapport de visite technique du 08 juillet 2022).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète réalisé par la société AFCAM le 28 février 2023. Cette vérification permet de conclure à la conformité de l'ensemble des installations de protection contre la foudre aux prescriptions décrites dans l'étude technique précitée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Plan d'opération interne

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.10.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant UFAB organise à minima une fois par an un exercice du POI commun avec l'établissement UDM. Les bilans de ces exercices, précisant notamment les difficultés rencontrées et les actions correctives décidées, sont également tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un exercice POI est réalisé à intervalle n'excédant pas trois ans avec la participation des sapeurs-pompiers et de la Sté UDM.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>La société UFAB a adressé à l'inspection, antérieurement à la visite, les trois derniers compte rendus des exercices POI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9/07/21 : Incendie stock tampon,</li> <li>- 21/11/22 (exercice interne UFAB) : Formation extincteurs + manipulation des moyens de lutte contre l'incendie</li> <li>- 7/07/23 : départ de feu cuvette parc CICG</li> </ul> <p>Dans les comptes rendus des exercices de juillet 2021 et juillet 2023, il est mentionné que l'alarme sonore est peu audible sur le site de l'UFAB.</p> <p>L'exploitant a précisé le jour de la visite que l'alarme sonore se trouve physiquement sur le site de UDM et que la puissance de celle-ci amène au constat formulé. Le remplacement de cette alarme par une alarme plus puissance n'étant à ce jour pas envisagé suite à une difficulté de trouver le matériel adéquat, l'exploitant envisage d'ajouter une seconde alarme sonore sur son site.</p> <p>De plus, le dernier exercice POI, réalisé avec la présence des sapeurs pompiers, a permis de constater que les EPI mis à disposition des opérateurs ne permettent pas de s'approcher d'un foyer en cas d'incendie car il n'isole pas de la chaleur. Ceci nécessite que les pressions d'eaux soient augmentées pour attaquer un incendie d'une distance supérieure. L'exploitant souhaite se doter d'un surpresseur mobile pour améliorer l'attaque d'un incendie sur son site.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 7 : Surveillance et détection des zones de danger

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>[...]</p> <p>Les détecteurs fixes et portatifs font l'objet d'étalonnage et de vérifications périodiques de manière à garantir la fiabilité des données mesurées. Les résultats de ces contrôles périodiques sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des détecteurs d'alcool pour le contrôle réalisé le 30 octobre 2023 par la société Teledyne Oldham-Simtronics.</p> <p>Les 8 détecteurs du chai n°5 ont bien fait l'objet d'une vérification, ne rapportant aucune anomalie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite